

N° 791 — 4 F

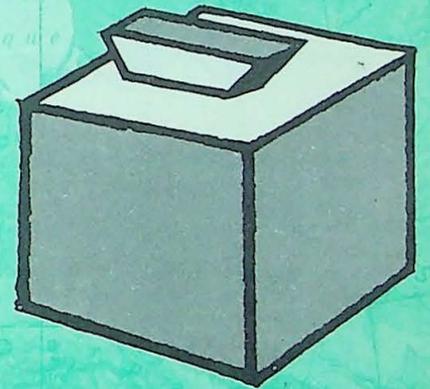
DU 6 JUIL. AU 12 JUIL. 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste



**PARLEMENT
EUROPEEN**

L'ENJEU

DE L'ENFER
DE BEYROUTH

VACANCES PAS CON

● **ECOLOGIE ET ECONOMIE.** Du 17 au 22 juillet Peuple et Culture de l'Isère (9 rue de la Poste, 38000 Grenoble, tél. 87-18-75) organise un stage sur l'écologie et les modes de croissance. Ce stage s'adresse en priorité aux animateurs, aux éducateurs et aux travailleurs sociaux ; il peut être suivi dans le cadre de la Formation permanente et il est agréé comme une unité de valeur pour le CAPASE. Il s'agit de réfléchir concrètement à « ce qui constituera dans quelques années, quel que soit le choix de société, un tournant radical dans l'évolution de notre mode de vie ». Le stage se déroule à La Chapelle en Vercors, il coûte 300 pour les individuels et 500 pour ceux qui sont pris en charge par leur employeur. Les frais de repas et d'hébergement se montent à 250 francs.



● **CHATAIGNES ET CEVENNES.** Des agriculteurs cévennols vous invitent à profiter de votre passage dans leur région pour commander votre provision de châtaignes pour l'hiver et vous incitent à vous grouper pour commander par grosses quantités. Ils expliquent que leur produit est, par nature, biologiquement parfait, mais que surtout ils se battent pour survivre dans une région qui se désertifie. Ils veulent préserver le châtaignier et l'écosystème protecteur qu'il constitue pour leur région : 300 kilogrammes de châtaignes vendues cela sauve un hectare de châtaigniers pendant un an. Ils se battent et veulent vivre au pays. La châtaigne sèche vaut 9,50 francs le kilo lorsqu'elle est prise sur place, 11 francs si on vous l'envoie ; même prix pour la farine de châtaignes. Ce petit groupe d'agriculteurs souhaite, pour l'expédition, des commandes d'un minimum de 100 kilogrammes. (Syndicat des Producteurs de Châtaignes, Gilbert Vieillerobe, « Valbelle », Thines, 07140 Les Vans). Ces gens préparent une grande journée de réunion sur l'agriculture cévenole.

● **A LA FERME.** Vacances à la ferme pour les enfants organisées par V.V.F. (5 boulevard Vaugirard, 75015 Paris, tél. 538-20-95 et 11 quai des Célestins, 69002 Lyon, tél. 37-83-90). Ils jardinent, ils participent à la vie agricole, ils se promènent dans les marchés, les villages et les châteaux, ils ne sont que quelques-uns par ferme, ils font un petit journal... ils découvrent la campagne et ses problèmes. Cela coûte 1920 francs en août et du 16 août au 7 septembre, 1770 francs.

● **AUTO-STOP.** Plusieurs organismes qui s'occupent de mettre en contact des auto-stoppeurs ou même des avions-stoppeurs viennent de fusionner sous le nom d'Allostop. 5 francs de cotisation et 15 francs par voyage. A Paris téléphoner au 246-00-66 ou passer 14 rue du Fg Saint-Denis ; à Bordeaux téléphoner l'après-midi au 48-55-50 ; à Montpellier téléphoner au 72-22-27 et à Marseille au 42-68-80.

● **VOILE.** Des stages de voile, à partir de

Lecteurs de T.S. et de P.H. s'aident à trouver des vacances différentes. On croque sous les informations. Il y en a pour tous les goûts. Envoyez les offres et les demandes à Claude Boris, 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris (10^e).

huit ans et pour une semaine, sur l'étang de Givry en Argonne, à une quarantaine de kilomètres de Châlons-sur-Marne. Une semaine en Argonne coûte 340 francs. L'association chalonnaise de voile (M.J.C. du Verbeau, 51000 Châlons, tél. 68-36-37) organise aussi des croisières en mer au cours de l'été.

● **PHOTO.** Du 17 au 26 août un stage de photographie avec un professionnel à la maison des jeunes de Gérardmer (1 boulevard Saint-Dié, 88400 Gérardmer, tél. 63-11-96). Le prix est de 400 francs.

● **ETUDES DE LA NATURE.** Deux stages (1-15 août et 16-30 août) pour « apprendre la nature » et pour, aussi, y situer la place de l'homme. Aucune connaissance scientifique préalable n'est nécessaire mais ces stages font une large part à l'observation. Avec en prime une initiation à l'astronomie. Le stage coûte 360 francs, l'hébergement (dans la vallée de Haute Savoie où cela se déroule) 140 francs et les repas préparés en commun sont à la charge des participants. Les organisateurs précisent que « la question financière ne doit pas être un obstacle ». (Association pour la découverte de la nature, 4 rue Paul Gervais, 75013 Paris, tél. 535-17-14).

● **CANOE FINLANDAIS.** En Laponie, jusqu'au 14 août, on peut faire du canoë sur le lac Inari ou sur la rivière Ivalojoki. Sur la rivière, cela coûte 490 marks (finlandais) pour cinq jours pour le canoë, l'hôtel, la tente, la bouffe et le guide. Il ne vous reste plus qu'à monter là-haut (c'est moins loin que vous croyez car dans ce sens-là il n'y a jamais de bouchons) et à vous adresser, pour avoir d'autres détails et d'autres idées de navigation, à l'Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Auber, 75009 Paris, tél. 073-96-27. Je vous signale cela parce que je suis amoureux de ce pays depuis 20 ans...

● **VELO.** En Bretagne c'est mieux que dans le Jura parce que cela monte beaucoup moins. Le lecteur qui m'a parlé de l'auberge de jeunesse de Ty-Coat (rue Daudet à Saint-Brieuc, tél. 61-29-33) ma j'juré que pour les fins de promenade épuisées, le lieu de retour des randonnées était en bas d'une descente. Quoi qu'il en soit, il paraît que c'est sympa, que des grandes et petites randonnées sont organisées tout l'été et qu'il y a des courageux qui vont se taper un circuit de 500 bornes. De toute façon en cas de regrets de dernière heure il y a des stages beaucoup plus calme et reposant à l'auberge même...

● **REVIVRE LA MONTAGNE.** A Méribel (Savoie), près de la Vanoise, c'est le titre d'un stage nature-fourre-tout qui se déroule du 8 au 22 juillet et du 19 août au 2 septembre. Il y a l'inévitable promenade dans la Vanoise qui devient à peu près aussi calme que le Bois de Boulogne (un joli sujet de discussion car... ce n'est pas si simple cette sur-fréquentation d'un Parc National), des randonnées écologiques, des rencontres avec les gens du pays et des responsables locaux, des soirées diapo ou débats et des séances de relaxation. Le stage seul coûte

300 francs et il y a des tas de possibilités de forfaits de séjour dont vous pouvez demander le détail à l'Office du tourisme de Méribel, 73550 Méribel, tél. 08-60-01.

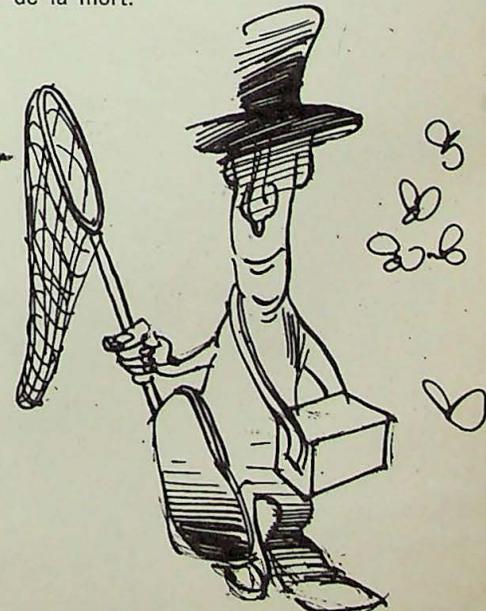
● **LECTURE ET ENFANTS.** Plutôt que d'acheter n'importe quoi à votre gosse de 6 à 8 ans en arrivant sur la plage ou dans un coin reculé de l'Ardèche où le libraire n'a pas encore écoulé ses Bibi Fricotin d'avant guerre, emportez donc « Les coccinelles dans le jardin » de Florence Ramage et Benoit Berody, aux éditions Liberty (35 rue Poussin, 75016 Paris). C'est mignon comme tout, et très bien fait.

● **LECTURE ET ADULTES.** Avant de partir pour les Cévennes il faut lire **Bergers des Cévennes**, un livre-document avec plein de photos en couleurs et en noir et blanc d'Anne-Marie Brisebarre paru il y a quelques jours aux éditions Berger-Levrault. Une chercheuse du musée d'histoire naturelle et son mari se sont penchés sur l'histoire des bergers et des moutons transhumants de cette région. C'est extraordinairement documenté et, en même temps, c'est passionnant. C'est l'histoire d'une véritable fête que l'on est en train de finir de tuer. Pour rêver dans les drailles, les immenses chemins tracés par les troupeaux et que dévorent peu à peu les genêts de la désertification, c'est l'idéal. Ce qui est dommage c'est que ce bouquin publié par un petit éditeur vaut 98 francs. Un beau cadeau de vacances.

● **PEINTURE SUR TISSU.** Cela se passe en Bretagne près de Pont-l'Abbé (Maryvonne Durand, La Régère en Chanteloup, 35150 Pont-l'Abbé, tél. 44-03-44) fin juillet et début août. Il y a aussi un stage de marionnettes.

● **FOLK.** Du 12 au 15 août au centre de rencontre Les Circauds, Oyé, 71610 Saint-Julien-de-Civry, tél. 25-82-89, un métinge de musiciens qui veulent faire la fête, chanter, jouer et faire danser.

● **TISSAGE, CUISINE, PAILLAGE ET FILAGE.** On peut faire tout cela avec les Compagnons du Gerboul qui reçoivent les stagiaires dans leurs fermes (place du Marché, 07140 Les Vans, tél. 37-21-82) ardéchoises. Ces compagnons sont des paysans qui ont peu à peu redécouvert l'artisanat tout en s'interdisant d'en faire une profession. L'idée est bonne et redonne vie à des hameaux au bord de la mort.



STAGES D'ÉTÉ

DES DATES A RETENIR !

- Deux stages de formation de base :
 - aux Guions (Hautes-Alpes), du samedi 22 juillet au soir au dimanche 30 juillet au matin ;
 - dans le Sud-Ouest, du 19 août au soir au 27 août au matin.
 - Deux stages d'animateurs de section sur le thème « Parti et mouvement autogestionnaire » :
 - aux Guions, du samedi 19 août au soir au dimanche 27 août au matin ;
 - dans le Sud-Ouest, du 15 août au soir au 20 août au soir.
 - Un stage « Femmes » du 25 août au matin au 29 août au soir (dans le Sud-Ouest).
INSCRIVEZ-VOUS ! en envoyant ce bulletin, avec la somme de 50 francs pour frais d'inscription :
 - au PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour les stages des Guions ;
 - au PSU-Midi Pyrénées, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse, pour les stages du Sud-Ouest ;
 - ainsi qu'au secteur Femmes, PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris, pour le stage « Femmes ».
 - D'autre part, la « Fédération des élus autogestionnaires » organise un stage pour les élus, les membres des Commissions extra-municipales, les personnels communaux... aux Guions, du 19 au 27 août.
Pour s'inscrire :
PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris.
ou Fédération des Elus Autogestionnaires, 31, rue Decrès, 75014 Paris.
- N.B.** — Pour des raisons matérielles, les stages du Sud-Ouest prévus initialement dans le Gers auront certainement lieu en Haute-Garonne. Tous les renseignements seront fournis par la fédération Midi-Pyrénées.

Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom
Prénom
Adresse
Profession
Année de naissance
Fédération
Date d'adhésion au P.S.U.
Responsabilité
Syndicat
Accord de la fédération
Hébergement : vient seul :
OUI - NON
sinon, combien de personnes
en plus :
adultes enfants
Stage choisi (cocher les cases) :
— stage de base :
Guions (juillet)
Sud-Ouest (août)
— stage d'animateurs (août) :
Sud-Ouest
Guions
— stage « femmes » (août) :
Sud-Ouest
— stage des élus (août) :
Guions
**IMPORTANT : joindre 50 F pour
l'inscription.**

hUMEUR

C'est l'hiver...

Les étudiants, ayant fini d'étudier, sont partis en vacances et les professeurs ayant fini de professer sont partis aussi. Parfois pour colloquer sur la migration de la fourmi rouge dans le Haut-Sénégal ou sur l'évolution de la classe ouvrière en Irlande du Sud, au Japon ou éventuellement aux Nouvelles Hébrides. Après un travail pénible, ça aère.

Les militants des partis politiques se livrent aux joies écologiques de l'auto-consommation. Ce qui, tous les spécialistes de la chose le répètent, passionne la France entière. La meilleure preuve, c'est que les journaux ne parlent que de cela et que sur les plages humides les gens se battent comme des bêtes pour avoir le texte des trente, des vingt-cinq ou des quatre cents qui sont en réalité 2 000 et qui par un prompt renfort...

Les vingt mille manifestants parisiens se sont égayés dans la nature en pestant contre les écolos qui ne leur ont rien organisé pour l'été. Pourtant le temps s'y prête : il fait à peu près partout aussi chaud qu'à la Bastille au mois de novembre.

Quelques écolos cherchent eux aussi le programme des manifs de l'été ; et quand ils écrivent aux journaux pour s'informer, on leur envoie la liste des stages de poterie pour le mois d'août. Quant à leur soleil, il a pratiquement déserté le ciel pour trôner dans les salons et dans les boutiques d'E.D.F.

Caroline s'est mariée en catimini, ce qui désole les gazettes spécialisées. Zitronne ne se console pas d'avoir

été privé d'un grand mariage télévisé au cours duquel il aurait pu faire sangloter la France entière. Le Prince a dit *non* : il fait la gueule parce que la petite va se faire engrosser par un fils de parvenu. Les princesses ne sont plus ce qu'elles étaient.

Les Bretons du nord baignent toujours dans le pétrole et les hôteliers-crêpiers-restaurateurs songent à interdire les plages aux plus de 70 kilos : au-dessus de ce poids, les fesses enfoncent trop la couche de sable propre et atteignent le pétrole. Cela dit, officiellement, tout est propre et le naufrage de l'Amoco-Cadiz n'existe plus jusqu'à la rentrée.

Par décision des services du tourisme, d'ailleurs, les plages ne sont plus polluées, quelle que soit la côte, depuis le 15 juin.

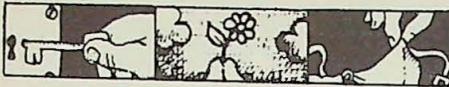
On découvre une armée redoutable en Bretagne : ils étaient huit. La crise du militantisme n'est pas un mythe...

Le *Quotidien de Paris* a disparu dans les larmes de son directeur qui tance ses journalistes C.F.D.T. en oubliant son rédacteur en chef R.P.R. qui lui, bien entendu, ne faisait pas de politique. 80 chômeurs de plus.

Videla, aux dernières nouvelles, serait toujours président de l'Etat argentin...

Il n'y a pas eu de printemps et l'hiver est déjà là. Pour longtemps.

C.-M. VADROT ■



PAS DE MINES D'URANIUM DANS NOS MONTAGNES !

Deux enquêtes publiques concernant deux demandes de permis de recherche d'uranium (permis du Cochet et permis du Pic de Lauzière), déposés par la société privée MINATOME, auront lieu du 14 juin au 13 juillet 1978 à la préfecture de la Savoie. Or, les recherches d'uranium sont suivies le plus souvent par l'exploitation d'immenses mines à ciel ouvert. Si les permis de recherche sont accordés et si les résultats sont positifs, il sera très difficile de refuser ensuite un permis d'exploitation, compte tenu des frais engagés. La section P.S.U. de Maurienne, qui s'oppose à un tel projet, a adressé la lettre suivante au préfet :

Nous apprenons l'ouverture d'une enquête préalable pour l'octroi éventuel d'un permis de recherche, dans la région du Pic de la Lauzière, de minerai d'uranium.

Nous vous faisons connaître notre opposition absolue à l'exploitation d'une mine d'uranium dans ces montagnes, et donc aux recherches qui seraient faites dans ce but. En effet :

Le gigantisme de la mine elle-même et des installations de traitement du minerai détruirait la forêt et le paysage. Les activités agricoles et touristiques seraient menacées.

Mais il y a plus grave encore : c'est le risque de pollution chimique et radioactive :

Les fuites prévisibles de solution d'uranium dans l'acide sulfurique seraient catastrophiques pour les eaux souterraines et pour les sources.

Le radon, gaz lourd qui se dégage lors de l'abattage et du traitement du minerai, glisserait vers les vallées où serait emporté par le vent vers les villages environnants. Il pourrait alors :

- être respiré par les habitants,
- être dissous par l'eau de pluie et aller contaminer davantage nappes et sources,
- se transformer en poussière de Polonium radioactif qui se déposerait sur les herbages et les cultures.

Les produits agricoles de la région se verraient suspectés à juste titre, puisque la concentration de la radioactivité se réalise tout au long des chaînes alimentaires.

Les populations de la Maurienne sont déjà

agressées en permanence par les diverses pollutions de P.U.K., dont les fumées fluo-rées sont la principale, mais non la seule. Certains villages ont vu leurs sources tarries par suite des travaux d'aménagement hydro-électrique de l'Arc par E.D.F. Le débit de l'Arc en aval de La Chambre sera beaucoup réduit. Faudra-t-il qu'aux émanations nauséabondes de la SIDA à La Chambre, de l'usine d'Aiguebelle, de celle d'Épierre et au Fluor viennent s'ajouter les gaz radioactifs ?

La section P.S.U. pour sa part, en collaboration avec toutes les organisations qui le voudront (et dont certaines ont déjà entamé une action), s'y opposera et appellera les populations concernées à s'y opposer par tous les moyens légaux.

Nous croyons utile de rappeler que notre parti est opposé à l'emploi de l'énergie nucléaire au mépris de la santé des travailleurs et de la population, au mépris de l'environnement, souillé par les déchets. La politique nucléaire française comporte en outre des conséquences graves sur le plan politique :

- à l'extérieur : dépendance technologique vis à vis des U.S.A. ;
- à l'intérieur : militarisation de la société et renforcement du contrôle policier... ainsi que d'autres inconvénients majeurs.

Notre opposition à l'octroi du permis de recherche est donc doublement fondée :

- par notre refus de la société du « tout-nucléaire » ;
- par notre volonté de préserver la santé et la vie de la région et de ses habitants.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre dévouement au bien public.

Parti Socialiste Unifié, section de Maurienne (Savoie).

ET LE RAPPORT SULLEROT ?

Ce mardi 27 juin, à la radio et dans les journaux, le rapport d'une certaine Evelyne Sullerot est largement cité et commenté : nous ne faisons pas assez d'enfants, nos voisins européens non plus, et on nous prévient : les conséquences seront désastreuses.

D'abord le chômage augmentera : moins d'enfants donc moins d'enseignants. Les enseignants, sauf erreur, c'est à peu près 1 % de la masse des travailleurs. Ces informa-

teurs nous prennent littéralement pour des... comme vous dites !

Il y aura, dit l'Est Républicain de Nancy, un actif pour quatre retraités. A moins que nous ne travaillions jusqu'à 70 ans, précise, si j'ai bien entendu, Evelyne Sullerot elle-même. Naturellement nous aurions, à cet âge, droit à l'emploi le moins fatiguant : aller pointer toutes les semaines à l'AN.P.E. Tandis que les jeunes qui assument actuellement à 45 % cette fonction essentielle pour la survie du capitalisme, prendraient notre place à l'usine, aux champs et au bureau. La dame sénateur qui, ce matin, pleurait dans le micro, à cause de ces jeunes chômeurs, tout en applaudissant le rapport Sullerot, serait ainsi satisfaite, moi aussi, et tout le monde...! Alors, vive la « grève des ventres », comme disaient, dans les années 30, quelques pacifistes lucides sinon réalistes.

Soyons sérieux. Deux remarques s'imposent, à mon avis, au militant autogestionnaire.

La première, l'Est Républicain l'éluide, ou bien il l'omet en toute innocence, lorsqu'il écrit : « Alors que faire ? Augmenter les allocations familiales ? Les familles ne sont pas des machines où il suffit de mettre des sous pour qu'il sorte des bébés ». Mais justement, certaines familles sont des machines de ce type. Elles sont rares mais souvent prolifiques. Et leurs produits risquent de coûter à la collectivité beaucoup plus cher, et beaucoup plus longtemps, que les retraités économiquement faibles. La démographie, ce n'est pas seulement une question de quantité.

Deuxième remarque : cette offensive lapiniste de 78 me rappelle l'année 38.

En 38, certains criaient haro sur le Juif. Leurs héritiers spirituels crient haro sur le bougnoule. Les chiens de garde du capitalisme ne se défoulent plus sur les grévistes de Billancourt. Ils opèrent à Flins et à ALENÇON, avec plus de discrétion, pour le moment. Et la répression qui s'abat sur les syndicalistes les étouffe un par un, jamais 100 000 en quelques jours.

Quant à la stratégie du P.C., elle reste aussi impénétrable à ma courte vue, que celle de la SFIC au temps du pacte de non agression.

N'y a-t-il dans tous ces faits que quelques coïncidences banales ? Fortuites ?

G. GIACOMO, Vesoul.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. [] Mme [] Mlle []
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an [] 6 mois [] (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire [] postal [] (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Genevieve Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Vacances pas con**
par Cl. Boris p. 2
- **Editorial**
Une stratégie de l'échec
par V. Leduc p. 5
- **Où va la France ?**
Parlement européen : l'enjeu
par B. Ravenel p. 6-7
- L'avenir est-il au socialisme ?
par Y. Craipeau p. 8-9
- **Social**
Arsenal de Brest : courte majorité
pour la reprise du travail
par le groupe P.S.U.
de l'arsenal p. 10



- Boussac :
après le blocage des routes
par Ph. Antoine p. 11
- PTT-Paris : contre la modernisation
aux dépens des postiers
par G. Arno p. 12
- Sainte-Anne :
opération « radio libre »
par Y.S. p. 12
- Renault-Flins : l'échec
par D. Juge p. 12
- Crédit agricole :
la fin du mutualisme ?
par D. Rivière p. 13
- **Et pourtant elle tourne**
Liban : l'enfer de Beyrouth
par A. Tlemcen p. 14
- Djibouti : l'an 1 de la République
par A. Laudouze p. 15
- **Guide**
La France polluée p. 16



Une stratégie de l'échec

Par Victor LEDUC



Selon Christian Pierret, qui le dit dans un récent article du *Matin*, « une stratégie de l'échec chemine sournoisement dans la gauche, notamment chez certains au Parti socialiste. Le 19 mars, il ne s'agissait que de prendre date pour l'avenir ; 1981 serait déjà perdu, préparons-nous à 1988 ». Mais il n'en va pas autrement, de ce point de vue, au Parti communiste où l'on ne voit surgir aucune indication stratégique permettant d'escompter un changement politique qui, si l'on suit les rythmes institués, ne se présenterait pas avant une dizaine d'années, au moins. Il est bien vrai, comme le dit encore Christian Pierret, que le monde du travail ne peut se permettre dix ans de capitalisme sauvage de plus, ni même, ajouterons-nous, dix ans de capitalisme « organisé ».

Mais à la question capitale qu'il pose : « comment en finir avec la stratégie de l'échec ? », il n'apporte pas, lui non plus, une réponse satisfaisante. C'est que, tout en soulignant, à juste titre, qu'il faut refuser la nouvelle logique du système capitaliste, lutter contre la division de la classe ouvrière et construire dans les luttes « ce bloc social anti-capitaliste que les batailles électorales ne pourront qu'ébaucher », il ne rompt pas avec la logique du système politique et vise simplement à mieux préparer la prochaine échéance électorale.

Il faut aller beaucoup plus loin et reconnaître que si le 19 mars est le fait d'une stratégie de l'échec, cette stratégie fut celle de toute la gauche du Programme commun. Elle consistait à tout subordonner au moment électoral.

Quels que soient les perfectionnements que les uns et les autres cherchent à lui apporter, la coloration plus ou moins révolutionnaire que certains entendent lui donner, cette gauche ne paraît pas prête à changer de stratégie.

L'institution parlementaire, qu'elle identifie à la démocratie, est devenue son fétiche. Pour le Parti communiste, comme pour le Parti socialiste, le mécanisme électoral est la seule clé qui ouvre les portes de l'avenir socialiste.

Si l'on veut sortir de cette logique politique, qui n'est pas celle du mouvement ouvrier mais celle des partis bourgeois, il faut inverser les termes du problème. Ne plus considérer l'élection comme l'objectif numéro un mais seulement comme l'un des facteurs de la crise politique que tous les moments et tous les moyens de la lutte ont pour objet de faire mûrir. Etant donné les avantages décisifs que confèrent le pouvoir, l'argent, la détention de grands moyens d'information, une épreuve électorale d'ampleur nationale est nécessairement perdue par les forces populaires si celles-ci n'ont pas déjà ébranlé la position dominante des classes dirigeantes par leurs luttes.

Les seules victoires électorales significatives des forces de gauche, celle du Front populaire et des lendemains de la Libération avaient été précédées de grandes batailles politiques de masse.

Aujourd'hui, ce ne sont pas les objectifs de lutte qui manquent. Derrière le paravent de « l'ouverture sociale », la nouvelle offensive capitaliste bat son plein sur un fond de crise économique prolongée et de chômage accentué ; sous le couvert de la « décrispation » et du « consensus », la violence policière se déchaîne contre les travailleurs en grève, la répression s'abat sur les soldats. En Afrique, contre les peuples combattant pour leur indépendance, l'intervention militaire se poursuit avec détermination.

Ce ne sont pas les forces qui font défaut pour l'action. Les travailleurs viennent de le montrer dans une série de luttes pour les salaires et l'emploi. Ce qui manque, dans la gauche, c'est la volonté politique d'engager une véritable bataille contre le pouvoir, au risque de bousculer les rythmes et les tabous institutionnels. Voilà de quoi devraient discuter les militants s'ils veulent mettre fin, ensemble, à la stratégie de l'échec. ■

où va la France ?

Parlement européen : L'enjeu

Le "bond en avant" vers l'Europe politique se prépare. L'enjeu en est relativement simple. Mais le succès de l'opération pose des problèmes redoutables.

La campagne pour les élections au Parlement européen a déjà commencé. Les appareils des partis mettent en place leur « programme européen » en même temps qu'ils essaient de coordonner avec les forces correspondantes des pays de la Communauté économique européenne leur stratégie et leur tactique. Pour la première fois va avoir lieu une élection générale à la proportionnelle, sur un problème de politique internationale : quel avenir pour l'Europe — ou plus précisément quel avenir pour chacun des groupes sociaux dans l'Europe (occidentale) unifiée ? Tel sera le thème central de la campagne.

Parmi les nombreuses questions qui se posent (1) il en est une qu'il faut essayer de cerner de plus près : quelles sont les raisons de fond qui poussent les dirigeants du capitalisme en Europe à faire le « bond » vers l'unifi-

cation politique de l'Europe occidentale ?

C'est à partir de 1974 qu'a commencé à l'intérieur de la bourgeoisie européenne le débat sur les solutions possibles pour surmonter la crise de l'intégration économique du Marché commun — crise aggravée (et non provoquée) par la crise pétrolière de 73. De ce débat, il en est ressorti que c'est par des moyens proprement politiques qu'il fallait désormais agir.

Le sommet de Paris, en décembre 74, représente ce tournant dans l'approche de l'unification européenne qu'avaient jusque-là les classes dominantes d'Europe : désormais la politique est au poste de commande et les projets d'harmonisation des diverses politiques économiques passent après. En même temps d'ailleurs est prise la décision de créer un Conseil européen (formé des chefs d'Etat ou de gouvernements des pays membres) qui préfigure une

G. d'Estalng et H. Smith :
Vers l'hégémonie ouest-allemande.



sorte de super-gouvernement de l'Europe.

TOUJOURS est-il que la commission de Bruxelles est chargée de présenter un projet. Ce sera le fameux rapport Tindemans qui, en janvier 76, formulera un projet d'ensemble sur l'unification politique européenne.

Qu'est-ce qui fait courir ces « Européens » vers l'unification politique ? Trois raisons, au moins, l'expliquent :

● La première est à rechercher dans la faillite de la stratégie de Kissinger, dans ce qui était son aspect principal, à savoir la globalité des intérêts et des actions des Etats-Unis et la régionalisation conséquente de ceux de l'Europe. Or, l'impérialisme U.S. n'a pas réussi à recréer les bases d'un nouvel ordre économique et monétaire permettant de relancer une expansion capitaliste dans la stabilité. Plus, l'hégémonie U.S. n'est plus aussi globale qu'auparavant ; elle doit chaque fois davantage se plier à la négociation et à la recherche d'un accord avec les partenaires occidentaux, en particulier avec la R.F.A. en tant que puissance impérialiste et en tant que force capable d'exercer une nouvelle hégémonie en Europe. La défaite au Vietnam, la paralysie de l'exécutif pendant l'affaire angolaise, ont réduit sensiblement la crédibilité de l'impérialisme américain. La bourgeoisie européenne s'est alors vu contrainte d'assumer des responsabilités d'ordre général, au moins dans deux directions : pour le rétablissement d'un nouvel ordre international moins précaire sur le terrain économique et monétaire et pour une intervention plus marquée dans les zones critiques de l'Europe du Sud (Portugal, Espagne, Italie) pour casser ou bloquer les processus socio-politiques dangereux pour le capitalisme. L'adhésion actuellement envisagée de l'Espagne et du Portugal aggraveront ainsi la situation de dépendance de ces pays par rapport aux capitalismes « forts » de la R.F.A. et de la France.

Le nouveau rôle que tend ainsi à s'attribuer la bourgeoisie européenne ne se présente pas comme contradictoire avec les intérêts stratégiques à long terme de l'impérialisme américain. C'est tout le sens des conclusions de la Trilatérale dont T.S. a parlé à plusieurs reprises.

En effet, s'il est vrai que la bourgeoisie européenne a encore besoin des Etats-Unis il est tout aussi vrai que ceux-ci ont besoin de voir en l'Europe un allié fort, capable de contrôler — et de réprimer — les poussées « subversives » qui peuvent se manifester dans sa zone d'influence, y compris l'Afrique.

● *La deuxième motivation* de fond a été la pressante nécessité de bloquer l'avancée des forces du mouvement ouvrier telle qu'elle se manifestait en Italie et en France, sans oublier l'Espagne et le Portugal. C'était évidemment la préoccupation décisive de Giscard d'Estaing. Plus profondément, c'était la prise de conscience par le capitalisme « éclairé » européen que sans une entente entre les capitalistes — en particulier entre les plus forts — de l'Occident industriel qui se manifesterait par l'unité politique européenne il serait impossible de dépasser l'actuel désordre économique et monétaire qui ouvre la voie à une montée périlleuse des conflits de classe au niveau continental lui-même. Le début d'unification du cycle de lutte des ouvriers européens qui s'est réalisé dans les années 68-70 était un avertissement.

● *Enfin, troisième raison probable*, pour les multinationales européennes, aucun des états européens pris isolément, ne constitue sous tous ses aspects (politique, militaire, etc.) un point d'appui suffisamment fort pour permettre leur expansion mondiale. Que ce soit dans la concurrence avec les Etats-Unis (cas des centrales nucléaires) ou dans le contrôle des richesses du tiers monde, en particulier de l'Afrique.

D'une manière globale, il devenait politiquement nécessaire de trouver une nouvelle articulation entre l'Etat en tant qu'institution « nationale » et l'internationalisation accrue du capital.

La bourgeoisie européenne prenait donc clairement conscience que sans un pouvoir politique européen, doté de toutes les articulations institutionnelles nécessaires, il était vain, pour elle, d'espérer gérer efficacement une politique commune au niveau européen sur le plan économique, monétaire ou énergétique.

Mais il est clair à ce moment que l'image réfléchie et symétrique de l'Europe politique du capital c'est l'Europe des travailleurs. De ce point de vue, l'unification européenne comme tendance structurelle à long terme est un fait progressif dans la mesure où elle pousse à un niveau qualitatif infiniment supérieur l'internationalisme prolétarien du fait même de l'unification progressive du prolétariat d'Europe.

UNE stratégie correcte face au processus d'unification européenne se définit en tenant compte de deux faits :

● *Le premier* c'est que la direction de ce processus est dans les mains de la grande bourgeoisie industrielle et financière qui est présente dans tous les pays (et non seulement de quelques états forts style R.F.A. et aussi France).

● *Le second* c'est que du point de vue de classe cette grande bourgeoisie a tendance à se constituer en tant que classe unifiée ayant une nette conscience de ses intérêts communs et en tirant les conséquences politiques. Donc aujourd'hui, l'unification euro-

péenne, dans les termes où elle se poursuit, est une *défaite* du prolétariat européen. En effet, le dépérissement des pouvoirs des institutions représentatives nationales qu'entraînera l'élargissement inéluctable des compétences du Parlement européen frappera les classes ouvrières organisées quasi-exclusivement sur une base nationale. Tout succès de l'adversaire de classe pour se donner des formes d'organisation et de coordination *supranationales* est un échec des travailleurs. Cet échec pèsera aussi sur la situation des petits et moyens paysans, de même qu'il contribuera à aggraver la dépendance des capitalistes faibles vis-à-vis des plus forts, en premier lieu celui de la R.F.A. Cette dépendance accrue diminue la capacité d'autonomie et de lutte de la classe ouvrière de ces pays.

Notre tâche face à cette situation est stratégiquement simple et tactiquement très ardue : nous devons affirmer notre volonté d'œuvrer à l'unité

des travailleurs européens pour qu'elle soit la plus ample, la plus organisée et la plus consciente possible. Ce qui signifie, a contrario, s'opposer aux tendances qui aboutiraient à freiner cette unification par de nouvelles divisions nationalistes. De ce point de vue l'ébauche d'unité syndicale manifestée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) est le point de départ nécessaire, à condition d'ailleurs que la C.G.T. ne soit pas exclue, de fait, de ce rassemblement.

C'est dans notre capacité à élaborer et à populariser un programme unificateur au niveau européen que réside l'avenir de notre politique européenne. Elle sera d'autant mieux assurée qu'elle se manifestera en liaison avec des forces européennes anticapitalistes et autogestionnaires dans chacun des pays concernés.

Bernard RAVENEL ■

(1) A paraître prochainement une brochure consacrée à ce problème.

La gauche française et les élections européennes

● **Le Parti socialiste** est en train de réélaborer, en liaison avec les autres partis de la C.E.E., membres de la II^e Internationale, un programme où il lui faudra prendre en compte des sensibilités politiques très diverses. La dernière mouture met l'accent sur la réduction du chômage, sur les conditions de travail ainsi que sur la défense de l'environnement. Ces généralités ne peuvent faire oublier que la dynamique supra-nationale en cours restreint encore les « espaces démocratiques » au niveau national et que le problème du contrôle des politiques communes et des multinationales ne se pose pas essentiellement au niveau du Parlement européen. Il faudra aussi interroger le P.S. sur sa conception de l'unité des travailleurs au niveau européen contre l'Europe du capital.

● **Le Parti Communiste**, pour sa part, dès l'annonce de la fixation de l'élection à juin 79, a fait savoir qu'il entendait « prendre toute sa part dans l'événement ». Son programme n'est pas encore connu. Il est simplement annoncé qu'il sera centré sur le thème de la « démocratie », ce qui signifie que l'accent sera mis sur la nécessité pour les masses, en particulier pour la classe ouvrière, d'intervenir.

En mai 78, le P.C.F. a eu une rencontre approfondie avec le Parti Communiste italien sur cette question. Il en ressort qu'il est exclu de présenter un programme européen des P.C. Chaque parti « mènera sa lutte originale dans le cadre national qui est le sien tout en développant la coopération sur la base des analyses communes » (l'Humanité, 1^{er} juin 78). Le P.C. doit rencontrer à nouveau le P.C.I. à l'automne avant de fixer définitivement son attitude et son programme.

Le P.C. veut montrer qu'il n'est pas, à la différence des autres, lié à une internationale quelconque, et qu'il définit sa politique uniquement en fonction des intérêts nationaux. Curieux renversement des choses. Cela pose en outre de multiples problèmes quant à la volonté du P.C. de construire une stratégie internationale face à la stratégie internationale du capital.

● **Pour le P.S.U.**, l'Europe des travailleurs n'est pas seulement une expression géographique car, de plus en plus, les travailleurs de la C.E.E. se trouvent confrontés à une même politique patronale, à la même restructuration et à leurs conséquences néfastes pour leurs conditions de travail et de vie.

C'est pour cette raison que les travailleurs sont obligés de se coordonner pour se défendre face à cette politique européenne. Le P.S.U. estime nécessaire de favoriser cette coordination des forces ouvrières au niveau de l'Europe sur les objectifs suivants. Dans le domaine économique et social :

- Pour le plein emploi, pour la réduction générale, internationale, du temps de travail ;
- Contre la déqualification et la dégradation des conditions de travail ;
- Pour l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs ;
- Pour l'extension des libertés syndicales et politiques dans l'entreprise ;
- Pour la reconnaissance des droits des femmes ;
- Contre le renvoi des travailleurs immigrés, pour l'égalisation des droits au plus haut niveau ;
- Pour le contrôle sur la politique industrielle et agricole, assurant à chaque pays et à chaque région la liberté de leurs choix de développement.

Ce programme social et économique doit être complété par la prise en charge des problèmes suivants :

- énergie (contre le nucléaire civil et militaire pour une autre politique énergétique) ;
- défense (contre l'O.T.A.N. pour un désengagement vis-à-vis des blocs) ;
- justice et police : contre l'« espace judiciaire européen », pour le droit d'asile, contre la répression policière européenne ;
- pour de nouveaux rapports avec le tiers monde.

■

L'avenir est-il au socialisme ?

Le capitalisme bureaucratique d'Etat, dont le modèle reste l'URSS, n'est pas une phase de transition au socialisme. C'est bien plutôt la phase ultime que revêt le développement capitaliste dans les sociétés de sous-développement.

Comment ne pas être frappé par l'évolution de la planète depuis 60 ans ? De la Chine à Cuba, du Vietnam à la Yougoslavie, mais aussi à l'Angola ou à l'Ethiopie, à l'Algérie ou à la Libye, la majorité de la population du globe vit dans des pays qui se réclament du socialisme. Effectivement, le capitalisme privé y a disparu ou n'y est plus le mode de production dominant. Mais, en dépit des mythes, il faut bien se rendre à l'évidence : nulle part les travailleurs n'y contrôlent la production et n'y déterminent leur destin. La production est (entièrement ou essentiellement) sous le contrôle de l'Etat. L'Etat est contrôlé par un parti unique, réputé juge infaillible des nécessités écono-

miques et politiques. Ce parti n'a pas pour fonction de proposer ses solutions aux travailleurs décidant souverainement. Il a pour fonction d'assurer la reproduction et la sélection de la bureaucratie qui dirige l'économie et la politique.

Toutes ces sociétés sont apparentées à la société « soviétique ». Bien entendu leur histoire est différente. La bureaucratie russe a imposé sa dictature au terme d'une période longue et sanglante de contre-révolution, dont le caractère a été camouflé par la permanence à la direction de quelques-uns des acteurs de la révolution de 1917 — tous les autres ayant été exterminés. Dans d'autres pays, le nouveau régime a été imposé par la pression militaire de la bureaucratie russe : c'est le cas notamment des deux seuls territoires hautement industrialisés au départ, l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie. Ailleurs, les nouveaux régimes sont directement issus des luttes populaires, presque toujours au cours de guerres d'indépendance contre l'impérialisme.

De là un grand nombre de variantes : selon le degré de dépendance à l'égard de la bureaucratie russe, l'importance acquise par la technocratie (comme en Yougoslavie), l'écoute plus grande des aspirations populaires (comme à Cuba), les conflits internes de la bureaucratie qui permettent parfois l'émergence de forces relativement autonomes (comme en Chine), le poids que conserve la classe ouvrière (comme en Pologne), la survivance plus grande de secteurs privés (comme en Algérie), la permanence d'une idéologie spécifique (comme en Libye), etc.

Le PCF serait le plus qualifié...

Les systèmes politiques impliquent plus ou moins de liberté ou de répression. L'idéologie dirigeante prend des formes différentes. Mais, pratiquement, partout la voie est barrée à la réalité de la démocratie et du socialisme autogestionnaire.

Est-ce le devenir de l'humanité ? N'assistons-nous pas à une évolution de l'humanité vers ce type de société ?

S'il représente la *réalité* du socialisme, alors le capitalisme finira par lui céder la place dans tous les pays, avec des variantes. Dans ce cas, il nous faut reconnaître qu'en France le PCF est le plus qualifié pour conduire à ce type de société, mais aussi que le « socialisme » n'a rien à voir avec la lutte que les travailleurs mènent depuis un siècle et demi pour leur émancipation.

Si, comme le fait le Soviétique Marc Rakovski, on analyse le société de l'URSS comme « un collectivisme bureaucratique », « ni socialiste, ni capitaliste, ni un mélange transitoire des deux mais... une autre société de classe » (1), alors il nous faut conclure que cette nouvelle société de classe a un avenir historique comme l'esclavagisme, la féodalité et le capitalisme. En ce cas, la lutte pour le socialisme autogestionnaire est sans espoir, au moins pour un siècle ou deux.

Le sens de notre lutte en question

C'est le sens même de notre lutte qui est mis en question. Nous ne pouvons donc pas faire l'économie d'une réflexion sur ces problèmes. Le Manifeste de Toulouse avait amorcé cette réflexion, en essayant d'expliquer les raisons et les limites de cette évolution (2). Si cette analyse est exacte, alors la lutte pour le socialisme autogestionnaire représente l'avenir. Résumons-la :

Le capitalisme a, en un sens, unifié la planète par le marché mondial. Mais en l'exploitant, dans les sociétés pré-capitalistes traditionnelles, jusqu'alors relativement fermées, il en a fait éclater les contradictions en introduisant le règne de l'argent, en transformant la force de travail en marchandise, en bousculant les relations tribales, féodales, familiales, etc. Toutes ces sociétés étaient désormais contraintes à s'industrialiser. Mais, en même temps, l'impérialisme en paralysait le développement industriel autonome en le subordonnant à ses propres intérêts.

Rares sont les sociétés pré-capitalistes qui ont échappé à ce destin, comme le Japon où la classe féodale a su à temps se transformer et prendre en charge le développement capitaliste. Partout ailleurs, les sociétés pré-capitalistes ont été transformées en colonies ou en semi-colonies. Elles n'ont pu assumer leur survie qu'en se débarrassant de l'impérialisme, le plus souvent par de longues guerres d'indépendance.

Mais, une fois acquise leur indépendance politique, par quelle voie peuvent-elles s'industrialiser ? Elles ne peuvent guère le faire que par les moyens du capitalisme occidental à ses débuts : en capitalisant au détriment de la paysannerie et en imposant aux ouvriers des sacrifices prolongés. Cette tâche ne peut pas être assumée

Publicité

ENCORE QUELQUES PLACES

Circuit découverte de l'Algérie 21 jours

- rencontres avec les organisations de masse ;
- rencontres avec les mouvements de libération.

TOUT COMPRIS : 2 650 F.

Egalement : Albanie, Grèce, Mexique - Guatemala - Honduras britannique, Tanzanie, Yougoslavie.

Demandez nos fiches techniques :

EL DJAZAIR - Z VOYAGES

13, rue du Vert Bois
75003 Paris - Tél. : 278-68-36.

Corr. lic. A. 770

par la bourgeoisie locale, inexistante ou débile. Là où elle prend le pouvoir, elle ne peut s'y essayer que sous la tutelle de l'impérialisme : il en résulte des régimes corrompus et instables, comme au Zaïre, qui ne survivent qu'avec l'aide militaire de l'étranger, ou, comme l'Inde, s'enfoncent toujours davantage dans le sous-développement et la misère. Cette industrialisation ne peut pas non plus être assumée par les ouvriers et les paysans. Non seulement parce que la classe ouvrière est faible et peu formée, mais parce que les masses populaires ne peuvent pas accepter par la voie démocratique les sacrifices prolongés que requiert l'industrialisation. Celle-ci, dès lors, est prise en charge par l'appareil d'Etat, appuyé par un parti unique qui s'assure le consensus des masses populaires (ou d'une partie des masses populaires), grâce notamment au monopole de la propagande.

La bureaucratie ne cède pas la place

Le capitalisme bureaucratique d'Etat est ainsi la forme que tend à revêtir l'évolution capitaliste dans les pays en voie de développement. Il est le fruit du développement inégal de la planète et du retard de la révolution socialiste dans les pays industrialisés.

Il ne s'agit pas de sociétés de transition, au sens où les marxistes pensaient que, pendant une longue période, la société contrôlée par les travailleurs garderait les stigmates du capitalisme et aurait pour objectif de les faire disparaître

pour accéder à une société communiste. La bureaucratie tend au contraire à éterniser son régime, non à céder la place à la démocratie des travailleurs et à ouvrir la route au communisme. Mais, quand disparaissent les conditions qui lui ont permis de s'établir, ce régime ne présente qu'une stabilité de façade. Or, il est frappant que les révoltes des masses populaires en RDA, en Hongrie, en Pologne ou en Tchécoslovaquie — matées seulement par la force armée étrangère ou la menace de son intervention — ont eu à chaque fois pour objectif non de revenir au capitalisme privé, mais d'enlever le pouvoir à la bureaucratie (russe et indigène) pour le donner aux conseils ouvriers et paysans. Autrement dit : chaque fois, leur objectif a été celui de socialisme autogestionnaire.

Il semble donc que nous ne nous

Tiers-Monde :
Quelle voie pour s'industrialiser ?



trouvons pas devant une nouvelle phase de l'évolution historique, mais devant la phase ultime que revêt le développement capitaliste dans les sociétés de sous-développement. Le capitalisme bureaucratique d'Etat leur permet de surmonter les obstacles qu'elles rencontrent pour s'industrialiser. Il ne permet pas au capitalisme mondial de surmonter ses contradictions. Au contraire il les porte à leur paroxysme. L'exacerbation des conflits armés en est un signe.

Yvan CRAIPEAU ■

(1) M. Rakovski : le marxisme face au pays de l'Est. J'avais, pour ma part, donné la même définition de l'URSS en 1937. Trotski m'avait répondu : en ce cas, l'avenir de l'humanité ne serait pas le socialisme, mais ce type de société. A cette conclusion aboutissait, par exemple, l'Italien Bruno Rizzi. Castoriadis et son groupe, reprenant plus tard la même analyse, voyaient dans cette évolution le début de la régression de l'humanité vers la barbarie.

(2) Manifeste de Toulouse, pp 76-77.

les omissions d'un gouverneur militaire

Le 12 décembre 1977, à la caserne du Quartier Général Frère à Lyon, deux appelés et un engagé, Jean Marc Catois, Daniel Armand et André D'Hame, ont été grièvement brûlés. Ils transvasaient de l'alcool destiné à faire fonctionner des cuisinières. Ils sont morts quelques jours après des suites de leurs blessures.

La Ligue des Droits de l'Homme et Information pour les Droits des Soldats (IDS) viennent de constituer une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur l'accident. Seule, en effet, une « indiscrétion » a obligé la hiérarchie militaire à sortir de son silence.

Un groupe de soldats du QG Frère avait courageusement publié un communiqué qui écartait d'emblée le recours à « la fatalité » ; l'inadéquation des locaux au stockage d'alcool à brûler et l'insuffisance du matériel de secours y étaient clairement incriminés. Pour tout réponse, une dizaine de soldats ont été mutés.

Plus tard, une communication officielle a produit les conclusions de l'enquête menée

par l'armée. On y apprenait qu'un des soldats avait pris l'initiative « irréfléchie » de transvaser de l'alcool dans un local clos ; que ce travail incombait normalement à un ouvrier civil ; que « la maladresse aidant », une partie de l'alcool s'est répandue à terre ; qu'un des militaires sortit son briquet...

En s'appuyant sur deux documents « top secret » qu'ils n'ont pas hésité à rendre publics, P. Bacot, de la Ligue des Droits de l'Homme et G. Buna, d'IDS, ont alors accusé le gouverneur militaire de falsification de la vérité. La lecture des deux documents permet en effet d'affirmer qu'une partie des conclusions de l'enquête a été sciemment dissimulée. On y apprend notamment que le local où était entreposé l'alcool n'était pas prévu à cet effet, que l'air y était confiné, que la quantité d'alcool était trop importante. On y découvre que la responsabilité de détailler le contenu des bidons n'aurait pas dû être laissée à l'organisme nourricier, que le mode d'allumage de la cuisinière était vétuste et dangereux...

C'est encore une fois la zone de non droit que constitue l'institution militaire qui est ici en accusation. Il faut exiger l'application du droit civil et du travail dans les casernes comme le réclame la Coordination Rhônes-Alpes des Comités de Soldats. Il faut arracher la constitution de commissions de contrôle de la sécurité dans les casernes, composées de délégués de soldats librement élus et travaillant en liaison avec les organisations syndicales. Face au mépris des droits d'expression et des règles de sécurité élémentaires, c'est la nécessité d'un syndicat de soldats qui se trouve à nouveau soulignée.

La commission d'enquête constituée sur le drame du QG Frère comprend des chimistes, des pompiers, des avocats, des inspecteurs du travail, des médecins. Les secrétaires départementaux de la CFDT et de la FEN y sont présents à titre individuel. L'initiative a reçu l'appui d'un grand nombre d'organisations politiques (PC, PS, MRG, MJS, CCA, LCR, OCT), syndicales ou démocratiques. Pour sa part, le PSU qui milite au sein d'IDS y apporte son soutien total. ■

Arsenal de Brest : Courte majorité pour la reprise du travail

Après trois semaines qui ont rappelé la longue lutte de 1951, des militants PSU de l'arsenal ont la parole.

Débat sur la marée noire à Portsall, transmis par antenne 2. Les travailleurs de l'Arsenal de Brest sont là, et en nombre, face aux flics qui protègent le chapiteau de l'émission. Ils en ont marre de se voir censurer à la télé. Ils le disent, et fort !

Le train de Paris bloqué : des manifestants refusent de suivre les consignes d'évacuation données par les responsables syndicaux.

Le bassin 10 à l'arsenal, celui du carénage des sous-marins nucléaires, est gardé par des chiens policiers dressés à tuer. Les travailleurs manifestent... un chien policier meurt d'une crise cardiaque.

Ces quelques détails de la lutte menée par les travailleurs de l'Arsenal de Brest donnent une idée de l'ambiance qui a régné ces trois dernières semaines.

Contrairement à toute attente, à cause notamment de la proximité des vacances, les travailleurs de l'Arsenal de Brest se sont lancés dans un dur conflit. Cet engagement dans une grève indéterminée a surpris plus d'un, à commencer par les cadres syndicaux, qui se plaignaient depuis plusieurs mois de l'apathie des travailleurs vis-à-vis des actions qui leur étaient proposées.

Le décret de 1951 au frigo

Plusieurs éléments sont à considérer pour expliquer cette détermination. Tout d'abord la stagnation, voire la régression de leur pouvoir d'achat imposé par le plan Barre. Ce plan a, en effet, mis au frigidaire le fameux décret de 1951, décret qui alignait les salaires des ouvriers de la Défense nationale sur ceux de la métallurgie parisienne. Or, depuis plus d'un an, les salaires ne suivent plus que l'indice INSEE.

Pour les travailleurs les plus anciens, surtout ceux qui ont mené à Brest une grève de cinq semaines en 1951 afin d'arracher ce décret, la suspension de celui-ci, voire sa suppression,

a été ressentie comme une première attaque à leur statut. Laisser sauter aujourd'hui ce premier maillon ne pouvait qu'entraîner à terme le chômage des autres, c'est-à-dire l'ensemble du statut, avec ce qu'il comporte : sécurité de l'emploi, loi de pension relativement intéressante, etc...

Le deuxième élément important qui est entré en ligne de compte, c'est le ras le bol, chez les plus jeunes notamment, des formes d'actions traditionnelles et démobilisatrices imposées par les organisations syndicales, depuis mai 68 (motions, pétitions, manifestations après le travail, grèves de 24 heures tous les trimestres, si ce n'est plus souvent).

Un certain goût d'amertume

Les travailleurs étaient conscients que ces formes d'action n'aboutissaient à rien, même si elles permettaient à l'ensemble de la corporation d'entrer en lutte. Car il est vrai que, mis à part les arsenaux de la marine qui regroupent de 3 000 à 11 000 travailleurs, l'ensemble de la Défense nationale



A l'arsenal de Brest :
quelles nouvelles formes d'action ?

tionale est composé de plus de 300 petits établissements allant de 50 à 300 personnes, disséminés à travers les différentes régions. Il y est évidemment plus difficile de mener une action de longue haleine.

Des actions intéressantes ont néanmoins été expérimentées, en particulier à Brest (manifestations journalières dans l'Arsenal et diversifiées dans leurs formes, pendant plus d'un mois). En mars-avril 1971, puis en 1975, ces actions avaient permis de créer un rapport de forces favorable. Mais, à chaque fois que l'action allait se durcir et que l'affrontement avec le pouvoir devenait inévitable, les appareils syndicaux faisaient marche arrière et tout rentrait dans l'ordre, laissant à beaucoup de travailleurs un certain goût d'amertume.

Le débouché électoral : une illusion perdue

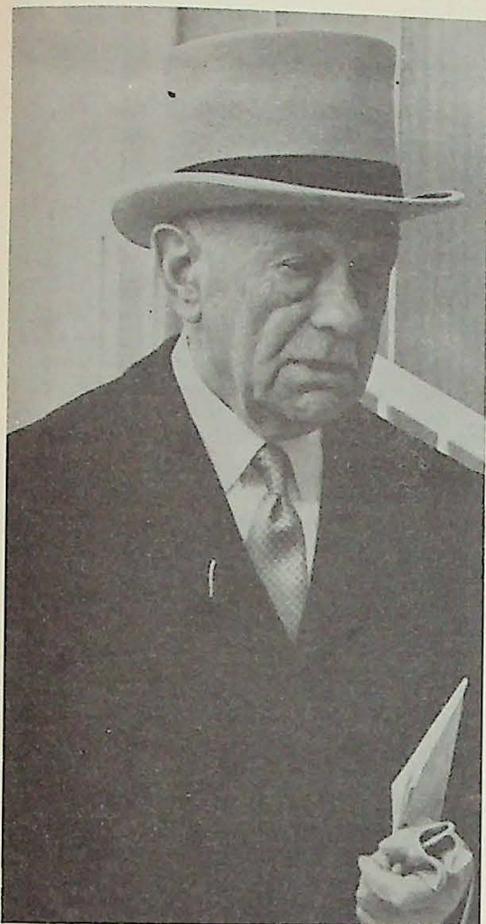
Le passage de la combativité des travailleurs était d'ailleurs devenu flagrant depuis 1972 où la référence au Programme commun et aux échéances électorales était présenté à chaque manifestation comme le seul débouché à la lutte des travailleurs. Même la CFDT Arsenal, pourtant majoritaire, s'était laissée entraîner à ce détournement des luttes vers le seul débouché électoral. Sa stratégie n'apparaissait donc guère différente de celle de la CGT.

Mais aujourd'hui, les travailleurs ont pris conscience depuis le 19 mars qu'ils ont été floués, et que seule la lutte débordant le cadre traditionnel peut leur permettre de faire reculer le pouvoir. Dans le conflit actuel, les fédérations syndicales, prises à contre pied ont dû tenir compte de ce nouveau comportement de la base.

Même si globalement elles ont accompagné ce mouvement pour essayer de le canaliser, dans bien des cas les travailleurs ont su, à partir d'assemblées générales de travailleurs de chantiers, imposer des formes d'action originales.

Au terme de la 3^e semaine de grève, 56,47 % des 8 000 ouvriers de l'Arsenal de Brest se sont prononcés lundi pour la fin de la grève. Vote étroit, si l'on considère que tous les syndicats appelaient à la reprise après être parvenus à un compromis avec Yvon Bourges, le ministre de la Défense. Les avantages arrachés sont assez substantiels : augmentation de salaires de 3,2 %, réduction du temps de travail, suppression des abattements de zones... Par contre, sur la revendication principale, celle qui est à l'origine du conflit, on n'a obtenu qu'une promesse. Bourges s'engage à rétablir l'indexation sur les salaires de la métallurgie parisienne à partir de juin 79... Plan Barre oblige !

Groupe PSU de l'arsenal ■



Marcel Boussac :
le paternalisme en naufrage.

Boussac : après le blocage des routes

Le 29 juin, les travailleurs de la vallée du Rabodeau attendaient des garanties pour leurs emplois : ils n'ont trouvé que les gardes mobiles.

La lutte des travailleurs des établissements Boussac est entrée cette semaine dans une nouvelle phase. C'est à Vincey, dans la vallée de la Moselle, que le 24 juin l'action pour le maintien des emplois a passé la vitesse supérieure : les travailleurs face à l'incertitude de toucher leurs salaires de juin ont bloqué la RN 57 (Epinal-Nancy). Le lendemain et les jours suivants, leurs camarades des autres usines les ont rejoints dans des actions du même type et dans la grève, aussi bien dans la vallée de la Moselle que dans celle du Rabodeau.

La journée du 25 juin a vu l'action s'élargir. Dans la vallée de la Moselle, les Boussac continuaient à ralentir la circulation et popularisaient leur lutte

en distribuant des tracts, en apposant des autocollants sur les voitures, en faisant visiter l'usine de Vincey.

Menaces sur la vallée

Dans la vallée du Rabodeau, les organisations syndicales appelaient à un jour de grève avec cortège de voitures, meetings dans les différentes localités, dépôt de motions à la sous-préfecture de Saint-Dié. Rappelons que cette vallée est particulièrement touchée par la restructuration (1 300 licenciements entre 72 et 77 dans le canton de Senones). Les Boussac ne sont pas les seuls menacés (96 licenciements chez Jacquel du groupe Agache Villot).

Au début de l'après-midi, la longue caravane de voitures atteignait la sous-préfecture. Les Boussac étaient décidés à faire plus que deux mois plus tôt (une motion restée sans réponse avait déjà été déposée par les responsables syndicaux et les élus de gauche). C'est pourquoi l'ensemble des manifestants pénétrait dans le bâtiment. Après dépôt et présentation de la motion par les militants syndicaux, et intervention de P. Pierret (député PS) faisait état de bruits de couloir à l'Assemblée nationale selon lesquels on envisageait au moins 2 500 licenciements dans le groupe, les Boussac affirmaient leur détermination à ne quitter les lieux qu'avec des engagements fermes des pouvoirs publics. Le sous-préfet n'est pas revenu répondre à l'attente des Boussac. Il a envoyé les gardes mobiles pour les expulser violemment.

Cette journée devrait avoir au moins un résultat positif : montrer aux ouvriers Boussac, qui ont une faible tradition syndicale et sont encore sous

la coupe du paternalisme (ce qu'on appelle l'« emboussaquement » dans les Vosges), qu'on ne pourra imposer le maintien de tous les emplois et le droit à vivre au pays que par l'action collective. Le fait que les pouvoirs publics et les banques aient déjà lâché sur le paiement des salaires (ils seront assurés jusqu'en septembre) montre qu'une large mobilisation paye.

Attention aux stocks !

Mais les travailleurs devront éviter l'écueil du pourrissement et de la dé-mobilisation en définissant des formes d'action offensives associant le plus grand nombre, en coordonnant leur action avec celle des autres boîtes. Il faudra être vigilant face aux risques de démenagement des machines et des stocks. Les manœuvres de quelques cadres (connus pour leur soutien à Stoléro aux législatives) cherchant à diviser les travailleurs à la blanchisserie de Moyennoutier, où se trouvent une partie importante des stocks, montrent l'enjeu à ce niveau.

Pour faire échec au projet Vosges-zone verte (« le plan Vosges, y'a que de l'herbe dedans », disait un militant CFDT à la sous-préfecture), il est nécessaire que toutes les organisations ouvrières et populaires se retrouvent dans l'action unitaire. C'est à cette tâche que s'emploie la fédération et les sections vosgiennes du PSU. Dans la circonscription de Remiremont, le PSU a été à l'initiative de la constitution d'un comité permanent de défense de l'emploi. A Saint-Dié, un comité de lutte pour l'emploi, dans lequel le PSU est décidé à prendre toute sa part, est aussi en cours de constitution.

Philippe ANTOINE ■

Loire : une initiative du PSU contre le chômage

La fédération de la Loire du PSU vient d'écrire aux partis de gauche, aux Unions départementales syndicales ainsi qu'aux organisations populaires (CSF, ASF, etc.) pour leur proposer une coordination visant à susciter ou à élargir la mobilisation des travailleurs de Saint-Etienne et de sa région sur les problèmes de l'emploi.

On constate en effet que si dans les entreprises touchées par des mesures de licenciements ou des pressions sur les salaires, les travailleurs réagissent souvent avec vigueur, les luttes restent très morcelées. La population demeure dans un état d'expectative inquiète. La solidarité joue mal. Il n'est pas facile de créer un rapport de forces favorable.

Les raisons de cet attentisme ne sont pas difficiles à trouver : les rapports entre les partis de la gauche traditionnelle ont comme objet essentiel la polémique sur les responsabilités de l'échec aux législatives de mars 78. Pour en sortir, le PSU propose donc des initiatives unitaires sur des points précis : constitution en juillet-août d'un « comité de vigilance sur l'emploi ». Ce comité servira à déjouer les tentatives de liquidation clandestine d'entreprises pendant une période où le patronat pense pouvoir compter sur le vide militant, celle des congés.

A la rentrée, le PSU souhaite l'organisation de manifestations, réunions, colloques, etc. Ces initiatives peuvent provoquer une mobilisation populaire contre la politique du pouvoir sur les problèmes de chômage, sur les licenciements entraînés par la restructuration capitaliste en cours, et ses conséquences dans la région. Le département de la Loire est en effet très menacé. ■

PTT-Paris : contre la "modernisation" aux dépens des postiers

L'action actuelle est une première réponse à la profonde mutation des services engagée par le pouvoir.

La CFDT-PTT région parisienne fait face aux problèmes que connaissent les services pendant la période des congés. Diverses actions se déroulent actuellement : mardi 27 juin, animation devant le ministère des PTT ; mercredi 28, grève des préposés de Paris, grèves locales à Gennevilliers, Malakoff, Issy-les-Moulineaux. Les revendications posées sont de deux ordres : réduction du temps de travail par la compensation du samedi travaillé ou l'octroi du samedi libre (Chèques Postaux et distributions), et augmentation des effectifs pour maintenir et améliorer le service rendu aux usagers (centre de tri, bureaux de poste ambulants, télécoms).

Ces deux volets de l'action syndicale sont la réponse à la profonde mutation des PTT. La poste est sous le coup d'une modernisation accélérée. L'objectif du pouvoir est de réduire les coûts en personnel, par l'accroissement du rendement, la diminution des effectifs, la suppression de services. La mise en place des CTA et l'automatisation à terme des guichets ne doit pas entraîner pour l'administration de réduction du temps de travail. Ainsi, le budget des PTT ne prévoit que 7 000 emplois créés aux télécoms et 1 500 à la poste. Pourtant les syndicats réclament 50 000 emplois nouveaux.

En souffrance

Pour faire fonctionner les services, les PTT suppriment par exemple les ambulants du matin et ceux qui travaillent en deuxième partie de la nuit ; l'aéropostale voit son matériel réduit. Après l'augmentation à 1,20 F de la lettre, le délai d'acheminement n'est plus assuré sur 24 heures, les objets en souffrance dans les bureaux et centres s'accumulent.

Au bureau central du 17^e arrondissement de Paris, la mise en place du tri automatique entraîne des retards importants, comme à Bordeaux. Au centre de tri de la gare du Nord, pour faire face à la pointe du trafic de juillet sur le tri étranger, 26 unités ont été cédées au lieu de 40 réclamées. Y aura-t-il encore 3 ou 4 mil-

lions d'objets non traités comme en 77 ? A la gare d'Austerlitz, la réorganisation du roulement des préposés entraîne 18 jours de travail supplémentaires sur l'année. Aux télécoms, pour 20 % d'accroissement du réseau, seulement 5 % d'effectifs sont créés. La publicité pour le téléphone ne correspond pas aux possibilités de l'administration.

Projet de scission

Toutes ces attaques du pouvoir visent à réaliser la scission poste-télécoms. Déjà en 74, la grève des PTT était une réponse massive des travailleurs des PTT face à ce projet. L'apparition du sigle télécoms différent de la fusée postale, la création de crédits, sont autant de faits avancés. Les syndicats télécoms sont prêts à la grève immédiate si le statut est remis en cause. Après cet aperçu de la situation dans les PTT, on comprend que la région CFDT-PTT soit en désaccord avec la confédération sur la stratégie actuelle. Les postiers ont à réagir à une attaque contre les avantages acquis. Il faut créer un rapport de forces, dans l'unité avec la CGT (bien que ce ne soit pas facile actuellement), pour riposter au pouvoir.

Gérard ARNO ■

Renault-Flins : l'échec

Après plus de cinq semaines de grève, les ouvriers des presses à Flins ont dû constater leur isolement et prendre acte de leur échec.

Dans la nuit du 27 au 28 juin, la maîtrise secondée par des travailleurs a expulsé par la force le noyau dur, le dernier carré, qui voulait encore maintenir une occupation bien chancelante. Seule la jonction entre les 9 000 lockoutés et les OS presses pouvait encore modifier le rapport des forces et limiter les dégâts.

Mardi 27 juin, jour de la réouverture complète de l'usine, les organisations syndicales se sont présentées en ordre dispersé. La CGT appelait tous les travailleurs à un débrayage de 2 h 30, la CFDT lançait un appel pour quatre heures minimum avec prise de décision sur les suites de l'action. Quelques centaines d'ouvriers ont répondu à l'appel ; dans les défilés pas de banderoles CGT, uniquement celles de la CFDT. Toutes ces remarques en disent long sur la volonté de la CGT.

Les ouvriers des presses ne s'avouaient pourtant pas battus. Ils se sont réfugiés dans des opérations minoritaires sans issue : d'abord en employant la violence pour arrêter une ligne de presses remise en marche avec des travailleurs de l'atelier, ensuite en bloquant quelques heures durant la sortie des chaînes mécaniques.

A ce stade du conflit, ce n'était plus que des actes de désespoir, des actes de kamikaze. Certains parlaient de « mourir sur place

plutôt que de céder ». De toutes façons, il ne s'agissait que d'un maigre sursis.

La direction vient d'annoncer que près de 40 ouvriers sur les 85 menacés de licenciement sont privés de leur emploi. Par ailleurs, six nouvelles procédures sont engagées à l'encontre d'OS presses. Quant aux cinq délégués (trois CFDT, deux CGT) qui figurent dans la chaire, ils attendent le cours du processus légal qui statuera sur leur sort.

Cette grève des OS presses a montré les failles qui existent dans la conscience collective des travailleurs de la Régie Renault. Elle laisse le goût amer de la défaite à tous ceux qui l'ont animée. La réouverture des négociations avec la direction de la Régie montrera dans quelle mesure l'entreprise nationalisée aura tenu compte des conflits de Flins et Cléon, mais les illusions ne sont pas de mise.

Daniel JUGE ■

Sainte-Anne : opération "radio libre"

A l'hôpital Sainte-Anne, la grève dure depuis plus d'un mois et demi. Depuis le 16 mai exactement, la lutte active du personnel n'a connu qu'une seule attitude de la part de la direction : l'incompétence pour négocier et le matraquage de la délégation syndicale. Le refus de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDAS) de donner suite à une promesse de négociations.

Certes, un comité technique paritaire bidon a eu lieu, mais sans les représentants du personnel. Il n'a rien proposé pour satisfaire les revendications des grévistes. Ceux-ci poursuivent donc leur mouvement en s'interrogeant sur les modalités de l'action. En effet, les deux mois de vacances à venir risquent de provoquer une baisse conséquente des effectifs. Si les agents administratifs sont déterminés à continuer la grève (ceux de la facturation en particulier), d'autres se demandent s'il ne faudrait pas la suspendre durant les vacances. Mais cela risque de briser le dynamisme de tous.

Dynamisme dont une nouvelle preuve a été donnée la semaine dernière par l'opération « radio libre Sainte-Anne ». De l'intérieur de l'hôpital, les grévistes ont en effet réalisé une émission pirate le 30 juin, de 22 h 15 à 23 h 45, sur 95 mhz en FM. Ils ont informé les auditeurs de leur plate-forme revendicative, de l'historique de la grève et des conditions d'hospitalisation.

Cette émission, faite au 46^e jour de la grève, célèbre en même temps le triste anniversaire des 140 ans de la loi scélérate du 30 juin 1838 confiant à l'Etat le monopole sur la folie. Les grévistes ont évoqué la psychiatisation croissante de la vie quotidienne (dossiers scolaires, projets GAMIN et AUDASS de mise sur ordinateurs de la vie de chacun), entreprise par le pouvoir.

Les problèmes des soignants et soignés de Sainte-Anne ont donc surgi sur les ondes. C'est la première fois qu'un tel moyen est utilisé dans une entreprise en lutte. Radio Sainte-Anne réémettra le jeudi 6 juillet à partir de 22 h 30 sur 95 mhz. Ce sera un nouveau moyen de populariser un combat auquel les fédérations CFDT et CGT de la santé n'ont pas apporté un appui très vigoureux. Ce sera une occasion de raconter la manifestation de mardi devant l'Hôtel de Ville de Paris, tandis que s'y réunissait le conseil d'administration de l'hôpital.

Y.S. ■



Journée d'action devant le Crédit agricole :
rencontre entre employés et paysans à Montparnasse.

Crédit Agricole : la fin du mutualisme ?

Les employés de la CNCA veulent rester fonctionnaires. Leur changement de statut concerné aussi les usagers et, d'abord, les agriculteurs.

On pouvait, l'autre jeudi, aller faire son marché, à Paris derrière la gare Montparnasse, devant l'immeuble de verre et d'acier de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, où travaillent près de 3 000 personnes. Fromages de chèvre, vin, tomates ou cerises étaient proposés par des militants des organisations paysannes : M.O.D.E.F. ou Paysans Travailleurs. En fait, plutôt que de vendre directement du producteur au consommateur, il s'agissait d'apporter un soutien qui ne soit pas seulement verbal, aux travailleurs de la C.N.C.A., en grève pour la cinquième journée en deux mois. Il faut ajouter que le M.S.T.P. (1), le comité de Guéret (2) et l'interdépartementale du Morbihan (3) ont également assuré leur solidarité aux grévistes. Personne ne s'étonnera, par contre, de ce que ni la F.N.S.E.A., ni le C.N.J.A. ne se soient retrouvés au côté des employés de la « Banque verte ». Une fois de plus, ils jouent la collaboration avec les pouvoirs en place (ici, la direction générale de la C.N.C.A.) dont ils sont devenus la courroie de transmission, permettant de faire passer une politique décidée sans consultation réelle des agriculteurs.

A l'origine de la lutte au Crédit Agricole : le projet de la direction de faire évoluer le statut des employés, en majorité fonctionnaires, vers un statut proche du droit privé. Coïncidence, sans doute : au même moment, « on » parle, dans des lieux divers, de changer le statut-même du Crédit Agricole, en particulier d'abandonner plus ou moins les derniers vestiges du mutualisme. En tout cas, ce changement de statut du personnel est révélateur d'une évolution qui s'annonce. Et le problème ne concerne pas les seuls employés de la C.N.C.A., mais aussi tous les usagers du Crédit, en particulier les agriculteurs. Une telle réflexion a abouti à

la tentative de liaison avec les travailleurs de la terre, menée conjointement et unitairement par la C.G.T. et la C.F.D.T. La rencontre devait d'ailleurs aller plus loin que la seule défense de ce qui existe, et poser le problème du rôle du Crédit Agricole. C'était, en effet, le thème du forum qui s'est organisé, sitôt le marché fini ; forum exemplaire, car il a posé, concrètement, le problème de la liaison entre des travailleurs de secteurs différents.

Après la lecture de motions de soutien et les résumés de programme, des questions ont pu être posées à travers le vécu des uns et des autres, paysans ou employés. Moments plus intéressants, où apparaissent, en filigrane, les contradictions à dépasser. Exemple de ce paysan évoquant sa déception devant des employés du Crédit, qui appliquent sans sourciller, sans même chercher à comprendre leur impact, les directives reçues d'en haut. « *Ils sont payés pour ça, bien sûr, mais...* » Un autre rappelle que si les employés défendent un statut, les agriculteurs, eux, doivent se serrer la ceinture pour pouvoir rembourser les emprunts. Quand emprunts il y a ! Car le Crédit sait aussi refuser la bouée de sauvetage à ceux qui ont eu le malheur de s'opposer à l'évolution qu'on veut leur faire subir : témoins, ces paysans de Saône-et-Loire, à qui on a refusé même les prêts sécheresse, parce qu'ils avaient soutenu l'un des leurs contre une coopérative. Et de conclure : « *On ne peut plus vivre en Saône-et-Loire, si on s'oppose au Crédit Agricole* ».

Les témoignages des employés du Crédit évoquaient, quant à eux, les questions que leur pose leur métier : à qui prête-t-on ? Quelle est la finalité de leur travail ? L'ordinateur ne va-t-il pas, en déshumanisant totalement le traitement des dossiers, rendre pire une situation déjà bien inquiétante ?

Les points de vue ont donc été diffusés, sur certains points même contradictoires, mais des éléments ont été dégagés, et des questions ont été posées auxquelles il faudra bien répondre, dans la perspective d'un passage au socialisme.

Des éléments pour la lutte d'abord. On a beaucoup insisté sur la non-neutralité du Crédit Agricole, sur son rôle majeur dans l'évolution de l'agriculture. La nécessité, pour approfondir l'analyse, d'une liaison entre les travailleurs du Crédit et ceux de la terre a été mise en évidence, et rendez-vous a été pris entre les organisations présentes, pour organiser un colloque sur le crédit. Le refus de l'évolution vers la banque privée implique de redéfinir le mutualisme. Plus précisément : qui contrôlera le Crédit ? Les paysans ou les employés ? Les deux sans doute ; mais il faut y ajouter les autres usagers du Crédit Agricole, qui, en majorité, ne sont pas plus « agricoles » que ne sont Lyonnais les usagers du Crédit du même nom. Comment s'arbitreront ces différents points de vue ? C'est toute la question du contrôle populaire qui est restée sous-jacente.

Dominique RIVIERE ■

(1) MSTP : Mouvement syndical des travailleurs paysans. Syndicat regroupant le MONATAR (qui avait été créé par le PS) et des militants qui viennent des Paysans-Travailleurs, présent dans une vingtaine de départements.

(2) Comité de Guéret : structure régionale regroupant des organisations affiliées à la FNSEA, au MODEF, et d'autres indépendantes.

(3) Regroupement de quelques fédérations minoritaires (en particulier sur le problème de la taxe de co-responsabilité).

La troisième banque mondiale

Le Crédit agricole regroupe deux institutions :

- La F.N.C.A. (Fédération nationale du crédit agricole) qui fédère les C.R.C.A. (Caisses régionales du crédit agricole), qui regroupent elles-mêmes les caisses locales (au nombre de 3 165). C'est la structure mutualiste.

- La C.N.C.A. (Caisse nationale de crédit agricole) qui contrôle en particulier l'utilisation de la bonification, c'est-à-dire la somme accordée par l'Etat, permettant d'accorder des prêts à taux réduits.

Le Crédit agricole, dans son ensemble, emploi 58 000 salariés dont près de 2 500 à la C.N.C.A. C'est aussi, par rapport au bilan, la troisième banque mondiale et elle a réalisé, au cours de l'exercice 1977, un profit de 1,5 million de francs, dont l'origine est essentiellement due aux placements sur le marché bancaire (marché des prêts entre les banques) ; ceci, à cause de l'encadrement du crédit, qui l'a empêché d'augmenter le volume des prêts accordés.

L'origine de la collecte est de moins en moins agricole : en 1976, 28,4 % d'agriculteurs, contre 24,7 % d'ouvriers et 9,4 % d'employés. Les prêts, eux, sont attribués, pour moitié à l'agriculture (exploitants, coopératives, entreprises agro-alimentaires) et pour moitié à « l'environnement rural » (ce sont des prêts aux communes, à l'artisanat ou pour l'habitation).

L'enfer de Beyrouth

Guerre chaude dans la ville de Beyrouth où les alliés d'hier sont les ennemis d'aujourd'hui. Cela fera-t-il l'affaire des intérêts américains ?

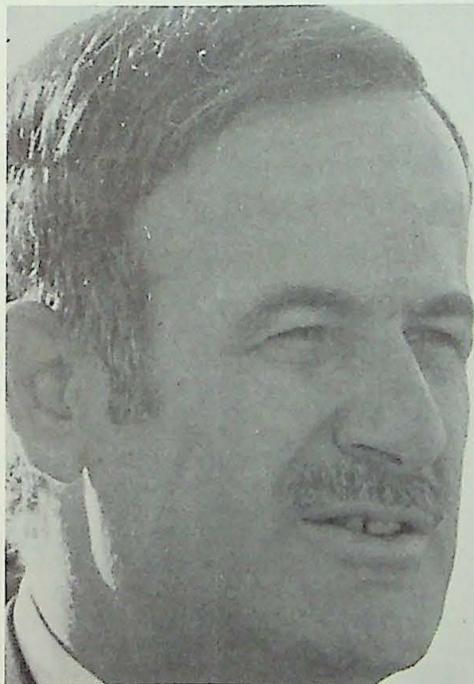
A Beyrouth, c'est « la pluie de feu, de fer et de sang » pour les phalanges et les milices chrétiennes mais aussi pour toute la population chrétienne de la capitale du Liban. Le pilonnage intensif a particulièrement visé les positions ainsi que le Q.G. des forces phalangistes de Pierre Gemayel et les milices du P.N.L. de Camille Chamoun. Mais des bâtiments civils, des hôpitaux, des habitations privées n'ont pas été épargnés par le déluge d'obus. Seuls les habitants du quartier musulman, pratiquement séparé du reste de la ville vauquaient à leurs occupations, non sans l'appréhension d'une extension toujours possible de cette véritable guerre urbaine.

La fin du miracle

Il faut dire que les moyens les plus sophistiqués ont été mis en œuvre dans ces combats meurtriers. En effet, les troupes syriennes, sous le couvert de la F.A.D. (Force arabe de dissuasion) ont vu leur puissance de feu considérablement augmenter par l'arrivée de nouveaux renforts. Pendant trois jours Beyrouth, l'oasis occidental du Proche Orient, ce miracle permanent, a vécu les heures les plus noires ; l'âpreté des combats a dépassé de beaucoup, aux dires des observateurs, les pires affrontements de la guerre civile de 1975-76. Certes, un cessez-le-feu précaire a été instauré dimanche 30 juin sur injonction du Président syrien Hammad et à la demande pressante du Président libanais Sarkis. Cessez-le-feu vite rompu d'ailleurs.

Mais comment en est-on venu là ? On se souvient que les forces syriennes étaient intervenues au Liban et avaient tenté de mettre au pas les éléments progressistes libanais et l'O.L.P. et ce, avec l'aide des conservateurs et fascistes libanais de tous poils. Comment les alliés d'hier, unis mains dans la main, en sont arrivés à un règlement de compte aussi sanglant ?

Nous écrivions dans *T.S.* que la droite chrétienne se sentait en état, juste avant que la fièvre ne monte à Beyrouth, de soulever la question de



Assad, chef de l'Etat syrien : occuper tout le Liban jusqu'au fleuve Litani ?

la présence des Syriens au Liban. Ainsi peut s'expliquer l'assassinat du fils de Frangié, leader chrétien favorable aux Syriens. Peut-être l'extrême droite libanaise a-t-elle trop présumé de ses forces militaires, pourtant réelles, mais sans commune mesure avec l'armement moderne des troupes syriennes. Le fait est que la réaction à ce qui a été considéré comme une provocation par les Syriens ne s'est pas fait attendre. Le choc armé des anciens alliés de la dernière guerre civile devenus ennemis était inévitable. Les Syriens étaient mis en cause à leur tour dans le massacre des 31 villageois chrétiens (dont la plupart appartenait aux phalanges ou au P.N.L.) dans la zone de la Bekaa jouxtant la frontière syrienne. De plus, le régime de Damas s'en est pris avec une vigueur extrême aux Kataieb (phalanges), les accusant de vouloir la partition du Liban.

Mais surtout la Syrie a vu d'un très mauvais œil la collaboration s'instaurer entre les phalanges et l'Etat d'Israël. Cette collaboration s'était

concrétisée notamment lors de l'obstruction faite au déploiement de la F.I.N.U.L. (Force de sécurité de l'O.N.U.) dans le sud du pays. C'est d'ailleurs ce qui explique l'attitude « compréhensive » des régimes arabes qui n'ont pas réagi aux bombardements syriens de Beyrouth. Peut-être aussi peut-on comprendre, par là, la « bienveillante neutralité » du département d'Etat américain devant cette nouvelle intervention en force des Syriens : voilà qui débarrasserait la scène politique de fanatiques et extrémistes libanais s'appuyant de surcroît sur un Etat d'Israël peu porté au compromis. Certes le département d'Etat a exprimé pour la forme « sa profonde préoccupation » mais ne valait-il pas mieux pour lui qu'une puissance arabe se charge du travail : éloigner ces troubles phalangistes lors des négociations difficiles à venir. Pour les Américains, mieux vaut parler d'Etat à Etat entre gens sérieux.

Une méchante fable

L'intitulé du contingent d'intervention syrien ne précise pas qui doit faire l'objet de la dissuasion dont ces forces arabes sont chargées. Par rapport à juin 1977, où la bataille a duré plus d'une semaine dans le secteur occidental musulman de la capitale, on peut dire que les Syriens ne prennent pas les mêmes mais recommencent avec les mêmes méthodes. Non contents de réduire les positions phalangistes dans la capitale, les troupes syriennes ont pénétré dans quatre circonscriptions du nord du Liban. Pierre Gemayel, le leader des phalanges, voit son rêve d'hégémonie sur un Liban chrétien se heurter à un obstacle de taille et crie au génocide en appelant à l'intervention des « nations civilisées ». On le croirait avec plus de conviction s'il n'avait pas les mains couvertes du sang des Libanais progressistes et de Palestiniens qu'il voulait bouter hors du Liban avec l'aide de la Syrie. Ainsi, comme dans une méchante fable, le puissant protecteur s'est retourné contre ses protégés.

Le leader modéré Raymond Eddé, qui vit en exil à Paris, rappelle d'ailleurs, dans une dépêche remise au *Monde*, « que la responsabilité des émeutes sanglantes du Liban incombe avant tout aux dirigeants phalangistes. Ce sont eux les premiers qui ont demandé et obtenu l'intervention de l'armée syrienne au Liban... Cela dit, je continue à soutenir que l'objectif pour la Syrie est d'occuper tout le Liban jusqu'au fleuve Litani, laissant le sud du pays à Israël ». Comme on le voit il n'y a pas que les phalanges et milices chrétiennes pour trouver des arrangements avec l'ennemi sioniste, pourtant sans cesse dénoncé en paro-

les. Reste à savoir si cette concession syrienne suffira à convaincre les Israéliens.

Valse diplomatique

Et pendant ce temps, pendant qu'on meurt à Beyrouth, la valse diplomatique n'a pas perdu son rythme. Lors de la visite en Israël du vice-président Mondale, tous les palabres sur l'amitié du peuple américain n'ont pas réussi à masquer les divergences avec l'Etat hébreu. Certes, le vice-président américain a eu l'air de faire une concession aux Israéliens en déclarant que d'Etat palestinien il n'en était pas question. Par contre les divergences sont restées pleines et entières quant à l'interprétation de la résolution 242 de l'O.N.U. qui exige d'Israël le retrait de tous les territoires occupés depuis 1967. Pour les Américains, la sécurité d'Israël n'est pas aussi directement liée à la possession de territoires que le prétendent les dirigeants sionistes. Afin de relancer une négociation israélo-égyptienne moribonde depuis le voyage historique du Raïs à Jérusalem, le président Carter a l'intention d'organiser une rencontre au niveau des ministres des Affaires étrangères à Londres pour étudier un compromis entre les deux positions. Mais, fait nouveau, le président américain a assorti sa proposition d'une menace : en cas d'échec il y aura recours à la Conférence de Genève. C'est-à-dire à la co-présidence de l'U.R.S.S. exécuté par l'Etat hébreu ; c'est-à-dire la représentation d'une délégation palestinienne, peut-être l'O.L.P. Cette menace pour Israël a été ressentie comme une claque de la part du meilleur ami. Décidément, il faut se méfier des puissants protecteurs.

Alain TLEMCEN ■

(1) Voir n° 789.

Djibouti : L'an I de la république

Un an après son
indépendance, Djibouti
existe, vaille que vaille.
C'est déjà beaucoup.

« On ne fait pas une sidérurgie pour 250 000 habitants. Par contre, on peut avoir un programme de développement d'un artisanat industriel de transformation... Avoir dans cette région un pays qui ne menace personne et qui ne soit menacé par personne et où



Djibouti : 1^{er} anniversaire de l'indépendance : des centaines d'enfants parmi les 20 000 personnes réunies autour d'Hassan Gouled.

tous puissent être garantis de trouver une terre de rencontre et d'échanges... » Ces propos, qui datent du 1^{er} janvier 1977, sont d'Hassan Gouled. Du temps où il était Président de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.). Pas encore Président de la République. Depuis, cet homme, le « Vieux » comme l'appellent familièrement ses proches et ses amis, séduits par sa sagesse de berger somali, est devenu, il y a un an, chef d'un Etat encore fragile. Et qui fête sa première étape d'indépendance le 27 juin. Il n'y a toujours pas d'industries importantes à Djibouti. Mais il y a un port, le cœur d'une agglomération ouverte sur la mer, destinée à relier...

J'ai rencontré Hassan Gouled après sa visite en France lors de la conférence franco-africaine des chefs d'Etat. Il demeure serein. « *Le plus mauvais est derrière nous* », explique-t-il. Et il est vrai qu'en ce qui concerne la situation internationale de son pays, il faut reconnaître que les événements ont montré la crédibilité d'une politique de neutralité et de non-alignement pratiquée vis-à-vis du conflit qui a ensanglanté, l'an dernier, la corne de l'Afrique peu après l'accession de Djibouti à l'indépendance. Djibouti a su préserver son territoire, se faire accueillant à des milliers de réfugiés, sauvegarder tant bien que mal une zone de paix. Ce n'est pas un mince résultat. Mais il pourrait être remis en question si les deux grands ne s'entendaient pas et développaient sur le continent une surenchère effrénée.

Au plan intérieur, les difficultés demeurent de taille. La constitution n'est pas encore entièrement appliquée. Elle prévoit la prédominance d'un système présidentiel équilibrée par deux assemblées, l'une élue au suffrage universel, l'autre formée de représentants de comités populaires (issus des tribus, encore en évolution). Un « chancelier de la République » doit tenir lieu de Cour suprême. Quant à l'économie, plusieurs programmes de développement agricoles ont été inaugurés. Des millions de dollars en provenance de Bahrien et de l'Arabie Saoudite ont été les bienvenus. L'aide technique française aussi. Le problème de l'emploi demeure crucial cependant, dans un pays dont le sous-développement est marqué par une dépendance importante, vis-à-vis de l'extérieur, par un

gonflement du secteur tertiaire, l'absence d'infrastructures et un afflux de population sans travail dans la capitale.

Des points noirs subsistent. La corne peut se réveiller. Ethiopie et Somalie campent sur leurs positions qui laissent les habitants de l'Ogaden frustrés de leur droit à l'autodétermination. La diplomatie djiboutienne aura fort à faire pour proposer ses bons offices en cas de coup dur. Cependant, sur un plan plus général — le problème du désarmement et de la paix — Djibouti soutiendra vraisemblablement les efforts de la Tanzanie et d'autres non-alignés qui entendent, à la session spéciale des Nations Unies, proposer la création d'une institution permanente de l'O.N.U. (du type F.A.O. ou UNESCO), et qui serait chargée du désarmement.

Toujours est-il qu'à Djibouti il faudra toujours compter avec la géographie : un tel lieu est certes voué à l'échange et à la rencontre des différences. Mais il peut aussi susciter bien des convoitises.

André LAUDOUEZ ■

POUR DALILA

Nous avons hésité à le croire, puis les informations se sont succédées, confirmant notre inquiétude : Dalila, régulierement mariée en France à un non musulman, D. Maschino, a bien été enlevée au Canada par son frère qui l'a conduite en Algérie pour la contraindre à un autre mariage plus conforme aux « coutumes ». Fait divers, dira-t-on. Oui et non. Pour nous, il n'y a pas, il ne doit pas y avoir de séparation absolue entre le « privé » et le « politique ». Et c'est pour cela que nous sommes concernés par ce qui arrive à Dalila. Pour nous, qui avons, dès le début, soutenu la lutte de libération du peuple algérien, pour nous qui avons combattu — et qui combattons —, toutes les tentatives de l'impérialisme français de remettre en cause une indépendance chèrement acquise — tentatives qui se poursuivent aujourd'hui —, nous pouvons avoir le droit — et le devoir —, de nous adresser à nos camarades algériens, à nos frères de combat, pour leur faire part de notre profonde préoccupation, de notre angoisse même, en ce qui concerne le sort de Dalila. Comme l'Algérie elle-même, Dalila doit être libre de choisir son destin. C'est la solution conforme à l'image d'une Algérie qui s'est toujours identifiée avec la cause de la libération des peuples.

Bernard RAVENEL. ■



La France polluée



Hier : 22 tonnes d'acroléine sont déversées dans le Rhône et provoquent la mort de 360 tonnes de poissons. Un produit radio-actif s'est répandu sur l'autoroute Paris-Bruxelles après un accident de poids lourd...

Aujourd'hui : en Bretagne, 400 kilomètres de côtes sont stérilisés pour des années par le mazout de l'Amoco-Cadiz. A Paris, des stations de métro sont floquées à l'amiante.

Demain : 200 réacteurs nucléaires, encore d'autres autoroutes et de nouveaux kilomètres de lignes à très haute tension, des barrages, des mines d'uranium, des surgénérateurs, sur toute la France...

Où passerez-vous vos vacances cet été ? A l'ombre d'un pylône, au bord d'une bouche d'égout, ou sur le site d'une future centrale nucléaire ? **Le guide de la France polluée** ne se vendra peut-être pas aussi bien que les Gault et Millau, ou les guides du routard. Ce serait dommage : ces 170 pages fourmillent de renseignements et peuvent rendre bien des services pratiques.

Surtout, ce petit livre, à partir de petits articles très précis, de cartes et de tableaux, vaut les meilleures leçons d'écologie politique. ■

Lionel Hœbeke, le guide de la France polluée, Paris, Fayolle, 1978, 176 p., 25 F.

